

Publié le 18 mars 2024.
Dernière modification : 14 avril 2025.
www.entreprises-coloniales.fr

BANALISATION DU RASSEMBLEMENT NATIONAL : L'EXEMPLE DE DAVID PUJADAS

(article tiré de notre [historique des positions du R.N. et de la L.F.I. sur l'Ukraine](#))



De toutes les chaînes de télévision, LCI est celle qui accorde le plus de place à la guerre d'Ukraine. Et l'émission de Pujadas, à 18 h 10, l'une de celles qui en traite le plus souvent, sous des angles parfois critiquables (ouverture sur des sujets *people*, questions sans réponses possibles, délayage...) mais avec des invités globalement de qualité. En outre, nul doute que Pujadas soit un journaliste expérimenté, un démocrate sincère, partisan de la cause ukrainienne, et même d'une aide accrue à Kyiv.

Il n'en est que plus surprenant de constater l'amateurisme et la naïveté dans le traitement du Rassemblement national. L'un des témoignages les plus éclatants est l'émission du [3 janvier 2024](#) consécutive à un article de Catherine Belton dans le *Washington Post*.

« On va se poser une question grave qui est agitée par les partisans d'Emmanuel Macron, annonce David Pujadas. Le Rassemblement national est-il une *courroie de transmission* pour reprendre l'expression de la commission d'enquête parlementaire, un agent d'influence de la Russie ? L'accusation est relancée par une enquête du *Washington Post* qui se concentre à 90 % sur la France. »

Et d'enchaîner par le détournement par Loïc Signor (porte-parole de Renaissance) d'une cérémonie de vœux qui fait parler Marine Le Pen en russe.

D'emblée, on constate que l'approche est doublement biaisée puisque Pujadas n'aborde pas directement la question de la nature du Rassemblement national mais qu'il la considère à travers les accusations des macronistes, et d'eux seuls.

Que dit l'enquête de Catherine Belton, auteur de *Les hommes de Poutine. Comment le KGB s'est emparé de la Russie avant de s'attaquer à l'Ouest* ?

C'est un jeune journaliste inconnu, probablement un stagiaire, Hugo Barbot (?), qui est chargé de répondre, choix pour le moins curieux sur un dossier aussi sensible :

Que la Russie, en la personne de Sergueï Kiriyenko, vise particulièrement la France pour affaiblir son soutien à l'Ukraine. Ses mots d'ordre sont clairs :

- les sanctions à l'encontre de la Russie nuisent au commerce ;
- les fournitures d'armes à l'Ukraine ont pour effet de désarmer la France ;
- la France court un risque d'affrontement direct avec la Russie.

Commence alors une digression sur les actions de désinformation bien connues de la Russie : amplification des réactions à la mort du jeune Naël, affaire des tags antisémites, faux comptes pro-russes, faux articles du *Parisien*...

— En quoi cela concerne-t-il le R.N. ? demande Pujadas.

— Catherine Belton a longuement rencontré Jean-Luc Schaffhauser qui soutient qu'il faut changer tout le gouvernement de l'Europe, forger une alliance avec la Russie.

Barbot interroge alors Andréa Kotarac [transfuge de la France insoumise] : « Je travaille pour Marine Le Pen, je suis au R.N. depuis 2019, je n'ai jamais vu ni entendu parler de Jean-Luc Schaffhauser. Donc, il n'y a aucun lien entre Marine Le Pen et Jean-Luc Schaffhauser, ni aucun lien entre le R.N. et la Russie. »

C'est d'ailleurs là un élément à souligner : l'élection de gens jeunes, n'ayant qu'une faible expérience politique, ignorant le passé de leur propre parti.

Pujadas : Les ponts auraient donc été coupés. Et Mariani ? Il a voté contre toutes les sanctions.

Alors que les groupes parlementaires R.N. au Parlement européen et à l'Assemblée nationale votent en chœur, on les réduit à un seul homme, que Pujadas va ensuite, sans le moindre fondement, isoler du reste de la troupe.

Le prêt russe en 2014 ? Le F.N. à l'époque n'a pu trouver d'argent qu'auprès de la Russie. Le parti écartait tout risque d'ingérence et évoquait un simple prêt. Et pourtant, le parti évoque maintenant une libération liée au remboursement qui écarterait tout risque d'ingérence.

Il n'est pas explicitement précisé qu'en 2014, les banques françaises avaient blacklisté le F.N., pas rappelé que le Parti militait alors contre l'euro et pas la moindre allusion n'est faite à ses multiples prises de position pro-russes de l'époque sur l'annexion de la Crimée, etc.

— Qu'en est-il des positions sur le fond du R.N. ? demande Pujadas.

L'analyse des positions du R.N. sur le fond va se réduire à une déclaration de Giacobelli, à laquelle il n'est d'ailleurs pas répondu, et à l'évocation de la visite de Marine Le Pen à Poutine !

Côté R.N., explique Barbot, on assume le fait d'avoir voulu éviter des dures sanctions contre la Russie mais selon lui dans l'intérêt de la France.

Extrait d'une interview de Giacobelli, porte-parole du R.N. à Sud Radio (sans date) :

— On nous reproche d'avoir condamné le fait que certains embargos seraient inutiles ; les faits nous ont donné raison. La Russie aujourd'hui est en croissance, elle continue d'exporter des énergies, ces énergies continuent d'arriver en France par des moyens détournés, la seule différence, c'est que les Français les paient plus cher. Donc tout ça est une cabale. Il y a un agresseur et un agressé. Si la Russie nous avait donné nos éléments de langage, je ne crois pas que nous dirions ça. »

Pas un mot des votes à l'Assemblée nationale et au Parlement européen, des déclarations contre la cobelligérance, contre la livraison de chars, de la célébration de Geert Wilders hostile à toute aide à l'Ukraine, des connexions avec Orban et Trump... !

L'ignorance des actes du R.N. atteint un tel niveau que lors du vote sur le traité de défense franco-ukrainien du 12 mars 2024, Pujadas parlera de « premier débat à l'Assemblée nationale sur le soutien à l'Ukraine depuis le début de la guerre » alors qu'il y a eu un débat sans vote le 1^{er} mars 2022 et le vote d'une motion le 30 novembre suivant.

Pujadas entame alors un tour de table.

François Heisbourg : la fausse déclaration de Marine Le Pen en russe m'a absolument terrifié, parce qu'elle était parfaite. Faux magistral. Dans une campagne électorale, ce genre de choses risque de faire des ravages.

Cette surprise est un peu surprenante, le trucage ayant été réalisé à l'aide d'un nouveau logiciel dont Pujadas avait lui-même présenté les performances quelque temps plus tôt.

Heisbourg décoche ensuite une bonne critique :

— Côté un peu français : tant que la presse étrangère n'en a pas parlé, c'est pas vraiment important. Quand l'assemblée nationale a fait une commission d'enquête sur les ingérences étrangères il y a six ou sept mois disant que le R.N. avait servi de courroie de transmission...

— *avait servi*, au passé, interrompt Pujadas.

— ça n'a pas provoqué une tempête politico-médiatique. Maintenant, le *Washington Post* s'y est mis, alors là, tout d'un coup, on se réveille. Tant mieux ! Mais ça ne serait aussi pas mal de temps en temps que l'on prenne au sérieux ce qui se fait en France. Ce n'est pas un scoop que nous livre le *Washington Post*. Le *Washington Post* est en train de nous dire : oui vous aviez raison il y a six mois.

Je ne vois pour l'instant aucun signe d'un changement substantiel de la position du Rassemblement national par rapport à la Russie. M. Bardella avait, il y a quelques mois, tenu des propos qui laissaient penser qu'il pouvait y avoir une évolution en disant : Nous avons été naïfs au R.N. par rapport à Poutine. Mais il est tout de suite revenu à l'orthodoxie.

Bardella a en réalité parlé d'une « naïveté collective ».

Il faut partir du principe que c'est un parti de l'étranger.

Pujadas, incrédule : Un parti de l'étranger ...

— Oui, un parti de l'étranger, comme le Parti communiste sous Staline et au temps de la guerre froide.

Pujadas : Mais il y avait des liens organiques, il y avait des transferts d'argent.

— Là aussi : le fameux prêt !

— Pujadas : il a été soldé ! C'est ce que dit Marine Le Pen !

Pujadas à Ulrich Bounat : Vous diriez « parti de l'étranger » ?

Bounat : Une partie des cadres du Front national [sic] — Thierry Mariani est l'exemple typique — partage les idées poussées par la propagande russe, et pas seulement du Rassemblement national d'ailleurs, on peut citer d'autres partis d'extrême droite ou d'extrême gauche : une politique anti-impérialiste, en tout cas anti-américaine, la défense des valeurs traditionnelles...

Pujadas : Malgré tout, le discours des dirigeants du R.N. n'est plus complètement ceux de Mariani.

Lors du premier débat télévisé à huit de la campagne pour les Européennes, organisé par LCP le 16 mars 2024, toutes les têtes de liste étaient présentes, sauf Bardella remplacé par... Thierry Mariani.

Bounat : ce sont quand même des thèmes qui parlent à l'extrême droite et à l'extrême gauche. Le deuxième point : c'est que la Russie, son objectif, d'une manière générale, c'est d'affaiblir l'Occident. Elle le fait de deux façons : en soutenant des partis nationalistes dans toute l'Europe, et par des campagnes de propagande qui appuient sur les fractures internes, tout ce qui polarise la population, émeutes, gilets jaunes.

Un démenti qui est une confirmation... à condition de savoir écouter :

Gilbert Collard (Reconquête) : « Je n'ai jamais vu, du temps où j'y étais, d'allégeance à Moscou. J'ai vu au contraire une recherche d'équilibre et une volonté de ne pas hurler avec les loups. C'est l'intérêt de personne non plus de rompre les ponts diplomatiques avec la Russie. Il faudra bien à un moment donné si l'on veut la paix des gens pour parler avec la Russie. Pour faire la paix, il faut des interlocuteurs. »

Personne ne pointe ce que peut avoir d'absurde une politique d'équilibre entre les U.S.A., la Russie et la Chine, entre une démocratie et des régimes totalitaires, tous beaucoup plus peuplés que la France, préalablement isolée et affaiblie par sa sortie de l'OTAN et la dénonciation de ses traités avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

On passe ensuite à la rencontre Marine Le Pen-Poutine à Moscou pendant la campagne présidentielle de 2017.

Pujadas : Mais ce que dira le R.N., c'est qu'elle avait cherché à rencontrer à Washington le président des États-Unis qui était Donald Trump. Car nous, on veut un équilibre.

Il ne manque plus que Xi-Jinping et Kim il-Sung.

Pas un mot de sa dénonciation des sanctions lors de cette rencontre, ni des ses visites officielles.

Pujadas : il y a les idées, qui peuvent choquer, et puis, il y a le lien et le relais d'influence. Il faut faire la différence.

Rim Momtaz : il faut différencier en gros de recevoir des éléments de langage et de les répéter. Ça, je crois que ça n'est pas le cas. Par contre, ils partagent une certaine vision de la souveraineté, de ce que l'Europe devrait être et de la Russie comme partenaire diplomatique. C'est quelque chose qu'on retrouve au Rassemblement national. On le retrouve aussi dans une partie de l'élite des affaires, dans certains milieux culturels...

Pujadas : ... dans des milieux militaires...

Rim Momtaz : Je serais prudente sur les accusations de recevoir des éléments de langage écrits au Kremlin et envoyés au Rassemblement national. Tant que je n'ai pas les preuves, je ne peux pas faire ces accusations.

Le colonel Michel Goya se réfugie dans les généralités : on semble découvrir que certains pays peuvent essayer d'influencer la politique d'autres pays autrement que par la guerre. Je me souviens des affiches de Georges Marchais en 1981 sur lesquelles étaient tagués systématiquement : « Affiche payée par le million de Moscou. »

Pujadas : que certains pays essayent d'influencer, c'est une chose ; la questions est de savoir si de grands partis les relayent.

Michel Goya : Oui, il y a des agents d'influence payés, professionnels, qui sont là pour transmettre de l'influence, des éléments de langage, il y en a, assez peu, mais il y en a ; et puis il y a une poutinophilie d'atmosphère, comme dit Gilles Keppel, où des gens adhèrent, des idiots utiles, dans tous les milieux. Il y a eu un ancien chancelier et un ancien Premier ministre qui font du business avec la Russie. La Russie finance les partis qui peuvent lui être utiles.

*

* *

Une deuxième émission est également significative, celle du [28 février 2024](#), faisant suite à une violente réplique du Premier ministre, Gabriel Attal, à Marine Le Pen devant l'Assemblée nationale :

— M^{me} Le Pen, vous défendiez une alliance militaire avec la Russie, pas il y a dix ans, pas il y a cinq ans, il y a seulement deux ans. C'était dans votre programme pour l'élection présidentielle. Si vous aviez été élue il y a deux ans, M^{me} Le Pen, on ne serait pas en train de fournir des armes aux Ukrainiens pour se défendre, on serait en train de fournir des armes à la Russie pour écraser les Ukrainiens !

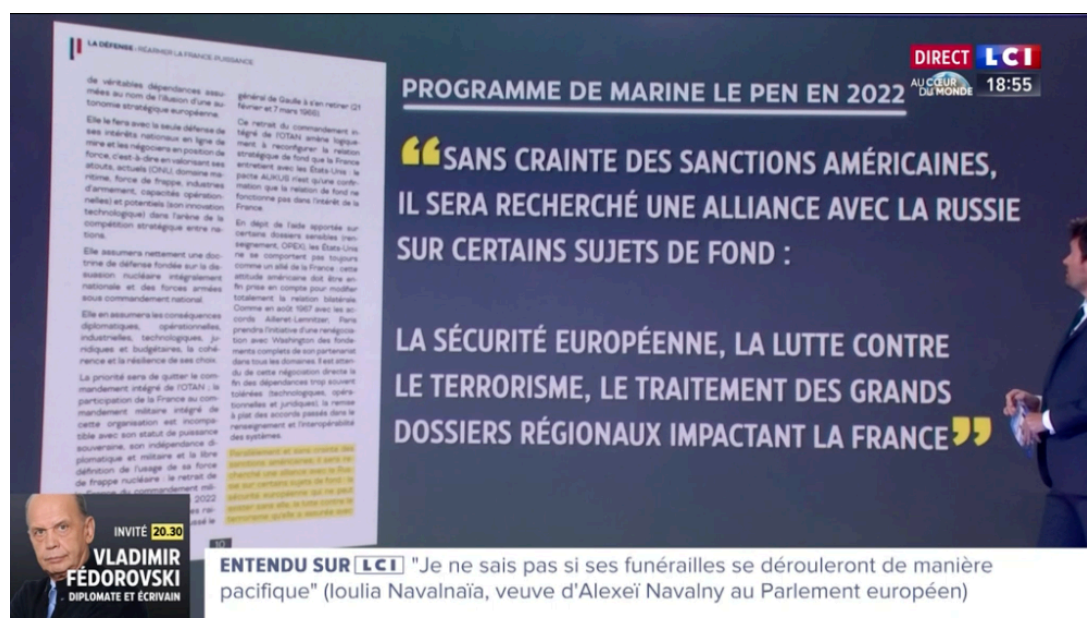
À noter qu'Attal ne fait que reprendre ici un argument qu'il avait déjà utilisé contre Bardella lors d'un débat organisé sur LCI le 27 mars 2023. Ceci à la suite d'une intervention de Barbara Pompili qui avait attiré l'attention sur ce projet d'alliance le 3 avril 2022.

Pujadas : Vous avez peut être été stupéfaits, en tout cas saisis, par la virulence des propos de Gabriel Attal. Le R.N. est-il un relais de l'influence russe en France ?

Première question : quid du projet d'alliance militaire avec la Russie dans le programme de Marine Le Pen en 2022 ?

Quentin Berichel : eh bien ! c'est vrai. On est allé recherché dans les tiroirs le [programme Défense du Rassemblement national](#) et on lit à la page 10 « Sans crainte des sanctions américaines, il sera recherché une alliance avec la Russie sur certains sujets de fond : la sécurité européenne qui ne peut exister sans elle, la lutte contre le terrorisme qu'elle a assurée avec plus de constance que toute autre puissance, la convergence dans le traitement des grands dossiers régionaux impactant la France »

Les mots alliance militaire ne sont pas inscrits mais ça y ressemble beaucoup, surtout lorsqu'on parle de sécurité ou encore de terrorisme. Point étonnant de surcroît, ce programme a été publié avant l'invasion de l'Ukraine et n'a jamais été modifié depuis.



Cependant, M. Berichel ne mentionne ni ce qui précède — « la priorité sera de quitter le commandement intégré de l'OTAN » — ni ce qui suit : le démantèlement des accords de défense avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Car, une fois de plus, on ne va pas voir directement ce que dit le R.N. mais on vérifie ce qu'en disent ses accusateurs, fussent-ils paresseux ou trop pressés.

Deuxième question : qu'en est-il du cousinage évoqué par Catherine Belton dans son enquête du *Washington Post*, citant Schaffhauser, Chauprade, Nicolas Bay et Tamara Volokhova ? La plupart ne sont plus au R.N.

Quid du prêt russe ? Il a été remboursé en septembre 2023.

Pas plus que dans l'émission du 3 janvier dernier, provoquée par les pseudos révélations du *Washington Post*, n'est rappelée l'hostilité du F.N. à l'euro à l'époque où il fut blacklisté par les banques françaises.

En visite au salon de l'agriculture, Marine Le Pen, la châtelaine élue des corons devenue la nouvelle star de la Coordination rurale, répond à Gabriel Attal. Elle dément être hostile aux sanctions contre la Russie. « Seulement, celles qui concernent l'énergie qui pénalisent les Français. »

Sa déclaration ne fait l'objet d'aucun commentaire.

Or, le 2 août 2022, lors d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale, Marine Le Pen a bel et bien réclamé l'abandon des sanctions contre la Russie qui « ne servent strictement à rien », sauf à « faire souffrir » les Européens. « Je souhaite [que les sanctions] disparaissent pour éviter à l'Europe de se retrouver face à un black-out, notamment concernant les importations de gaz ».

« Il faut être vraiment de mauvaise foi pour ne pas constater que, contrairement aux rodomontades de notre gouvernement, l'économie russe n'est pas à genoux et n'est pas en cessation de paiement. Nous sommes beaucoup plus victimes de ces sanctions que ne l'est la Russie [qui] a trouvé d'autres clients et contourne les différents embargos. »

le 10 août 2022, le porte-parole du R.N., Laurent Giacobelli, demandait à son tour sur France-Info la levée de toutes les sanctions, et concluait : La France doit se tenir à équidistance des impérialismes et des grandes puissances. Le président de la République n'est plus reconnu comme un négociateur, notamment par la Russie, et c'est un problème. On parle beaucoup de livrer des armes mais pas de négociations, etc.

De son refus de livrer des armes, il n'est pas question.

Retour à l'accord de défense avec la Russie à travers une interview de Thierry Mariani : « Ce n'est pas un accord militaire en réalité. Si on veut une sécurité en Europe, il faut qu'il y ait tous les pays européens qui y prennent part. Quand on fait un accord, ce n'est pas toujours avec des gens avec lesquels on est tout à fait d'accord, etc. »

Le point-clef, la volonté de sortir du commandement intégré de l'OTAN, n'a pas encore été invoqué et ne le sera pas de toute l'émission !

Anne de Tinguy du Pouët se porte alors volontaire pour répondre à la question du R.N., relais de l'influence russe :

— Oui bien sûr. Depuis le début des années 2010, la Russie a fait une offensive pour s'allier avec tous les partis communistes (sic) européens. Jusqu'en 2022, ils se sont comportés comme des alliés du Kremlin, notamment en 2014 où ils ont soutenu l'annexion de la Crimée.

Pujadas : Mais depuis ? N'ont-ils pas évolué, tout comme Macron a évolué ?

— Leurs positions se sont infléchies, se sont adaptées mais leurs condamnations restent extrêmement ambivalentes. Ils slaloment dans le sens où va le vent.

Cette ambivalence domine les propos de Mariani qui condamne les crimes de guerre des deux côtés, partage la responsabilité du déclenchement de la guerre et critique de façon virulente les USA.

Les positions de départ n'ont pas vraiment changé. »

Comme le 3 janvier dernier, les invités sont déroutés par l'attitude du R.N. et n'arrivent pas à la définir comme une combinaison de condamnations en paroles et d'acceptation en fait.

Dominique Moisi ne sera convaincu que lorsque Marine Le Pen se montrera aussi claire sur la guerre en Ukraine et sur la Russie que Georgia Méloni alors que son attitude ressemble plutôt à celle de Salvini.

Jean-Claude Beaujour considère que le fait que le prêt russe ait été remboursé n'a aucune importance. Ce prêt est en lui-même le signe d'une soumission à l'étranger car la législation française n'autorise que des financements par des citoyens français résidant en France.

L'un des porte-paroles du R.N., Andrea Kotarac plaide que devant la commission d'enquête sur les ingérences étrangères, les patrons de Tracfin, des renseignements intérieurs et extérieurs et de la commission des comptes de campagne ont tous juré leurs grands dieux qu'aucun parti en France n'était sous la houlette d'un pays étranger.

Michel Goya conclut : Le R.N s'aligne toujours sur la Russie avec un peu d'eau dans sa vodka, et Reconquête, de Zemmour, est encore plus proche de la Russie. Il y a une

petite inflexion. Il continue à reprendre le discours russe avec des adaptations tactiques. On est dans une démocratie : les russophiles sincères doivent pouvoir s'exprimer. Le problème ne viendrait que s'il existait de véritables collusions personnelles.

Comme le 3 janvier dernier, **on continue à ignorer largement les actes les plus éclatants. Et en s'attardant sur de vieilles histoires de financement, on paraît ignorer que la meilleure des servitudes est la servitude volontaire.**

Sachant qu'on pourrait aisément démontrer qu'il en va de même avec la France insoumise, on ne saurait s'étonner que les extrêmes atteignent les sommets que l'on sait.

SUICIDE DE LA DÉMOCRATIE

AUSSI TOXIQUE QUE L'ALGORITHME DE TIK-TOK, LA SONDAGITE

L'ignorance du programme du R.N. atteint des proportions abyssales, y compris dans les couches supérieures de la population et chez les commentateurs, par exemple Lou Fritel, de *Paris-Match* (Bolloré), qui estime que les lepénistes souffrent d'un *mépris de classe*.

Comment en est-on arrivé à transformer des bouffons en alternative crédible ?
Très largement au moyen des sondages d'opinion.

Comme leur nom l'indique, ces sondages ne visent jamais à mesurer le niveau de connaissance du public ¹ et à le corrélér aux intentions de vote.

Il est d'ailleurs manifeste que la plupart des sondeurs ne connaissent à peu près rien du programme du R.N.

L'inconscient américain des sondeurs

Ils ne considèrent pas les gens comme des citoyens à placer devant leurs responsabilités mais comme des consommateurs innocents dont il faut solliciter les doléances.

Leurs sondages ne portent donc jamais sur des questions du type :

— Lorsqu'on est favorable à l'euro, est-il cohérent de voter pour un parti dont l'article 1 est la sortie de l'euro ?

— La défense de la Liberté a un prix : êtes-vous prêts à le payer ?

— La France s'étant opposée à l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, a-t-elle une responsabilité particulière envers ce pays ?

— Approuvez-vous le fait que la France viole régulièrement ses engagements européens en matière monétaire ?

— Vous paraît-il crédible de parler comme le R.N. de maintien du pouvoir d'achat alors que la France va pour la première fois emprunter plus de 300 MdE en 2025 ?

— Vous paraît-il responsable de voter pour des candidats inconnus, inexpérimentés, au bagage intellectuel modeste et souvent parachutés qui transforment nos assemblées en cours de récréation ?

Ce sont là des questions incongrues qui n'effleurent pas le cerveau des sondeurs ².

Par contre, on sera inondé de questions du genre :

— Quelle est votre personnalité préférée ?

— Quelle personnalité détestez-vous le plus .

— Pour qui comptez-vous voter dans cinq ans ?

— Quelle est votre principale préoccupation : le pouvoir d'achat, l'insécurité ou l'immigration ?

¹ Qui révélerait un niveau considérable d'ignorance : c'est ainsi qu'un correspondant que j'avais relancé au sujet de l'Ukraine m'assura qu'il regardait L.C.I. et savait bien que les « Ukréniens » étaient en guerre (5 déc. 2024).

² Comme Jérôme Sainte-Marie qui a sévi pendant des années dans les médias avant de devenir responsable de la formation des cadres du Rassemblement national.

On peut affirmer que l'angle des sondeurs privilégie l'expression de la protestation et favorise donc les partis protestataires.

Parfois, le sondeur manifeste un remords comique. Ainsi, face à l'ampleur du déficit public, à la dégradation de la note de la France :

— C'est vrai que nous n'avons pas beaucoup interrogé les Français sur le sujet (Bernard Sananes, *C dans l'air*, 14 décembre 2024).

Ce serait une entreprise herculéenne que de comparer le temps réservé aux commentaires de sondages, au défilé en boucle de résultats de sondages en bas des écrans, avec celui consacré à l'exposé des programmes. Nul doute que le résultat en serait des plus calamiteux.

Ajoutons-y les couvertures de magazines, les fonds d'écran géant (nous nous souvenons d'une émission politique de France 2 au cours de laquelle le ministre de l'agriculture de l'époque, Stéphane Le Foll, s'exprima pendant de longues minutes sous l'image tutélaire de Marine Le Pen, ce qui, au prix de la publicité télévisée, représente un beau cadeau), l'allusion incessante au Rassemblement national dans des émissions de radio, le harcèlement d'invités avec des questions concernant le R.N. arrivant comme des cheveux sur la soupe, une éducation nationale à la dérive, des politiciens eux-mêmes largement conditionnés et compénétrés par le monde journalistique : voici les recettes de l'algorithme nocif des médias français.

La mayonnaise ayant fini par prendre, la réussite volant au secours du succès, la boucle est bouclée avec le leader populiste réduit à une caricature de sondage :

— Nous avons parlé au Premier ministre de ce qui préoccupe nos électeurs : le pouvoir d'achat, l'immigration (Marine Le Pen, 16 décembre 2024).

Il nous est arrivé de mettre sous le nez d'un informaticien qui s'apprêtait à voter R.N. (la « nouvelle droite ») son ubuesque programme défense. Réponse :

— Ce n'est pas grave. Ils n'appliqueront pas leur programme.

En effet, ils appliqueront probablement le programme de la SOFRES.

« Le R.N. s'oppose à tous les projets franco-allemands, en particulier au futur avion de combat (SCAF), et je ne suis pas sûr que les électeurs du R.N. le sachent » (Hélène, Miard-Delacroix, spécialiste des relations franco-allemandes, *C dans l'air*, 21 décembre 2024)
